

Préfecture de région Rhône-Alpes

*Secrétariat Général
pour les
Affaires Régionales*

Lyon, le

05 OCT. 1992

REPUBLIQUE FRANCAISE

21, rue Magend - 69496 Lyon Cedex 03

Tél 72-61-60-60

Aut. n°

Arrêté S.G.A.R. 92-340

Objet :

38. SAINT-MAXIMIN.
Tour d'Avalon

ARRÊTE
Le Préfet de la région Rhône-Alpes,
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 18 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets de région ;

VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission Régionale du Patrimoine Historique, Archéologique et Ethnologique de la région Rhône-Alpes entendue, en sa séance du **11 JUIN 1992**

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT l'intérêt historique de la tour d'Avalon à SAINT-MAXIMIN (Isère) ;

SUR proposition du Directeur Régional des Affaires Culturelles

ARRÊTE :

Article 1er : Est inscrite sur l'inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques la tour d'Avalon à SAINT-MAXIMIN (Isère), figurant au cadastre, section B sous le n° 1505 d'une contenance de 20 a 95 ca et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département.

Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour Ampliation

Par le Préfet

30 OCT 1992

13

13

13

13

13

B. FROST

de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Paul BERNARD

Paul BERNARD

